

3 janvier 2013 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Interview de M. François Hollande, Président de la République, par France Ô et les 9 chaînes 1ère en Outre-mer le 3 janvier 2013, sur les efforts du gouvernement en faveur de l'Outre-mer.

William KROMWEL

Bonsoir Monsieur le Président.

François HOLLANDE, président de la République

Bonsoir.

William KROMWEL

Merci de nous recevoir pour cet entretien exclusif diffusé sur les antennes OUTRE-MER 1ÈRE - radio, télévision, Internet et sur FRANCE Ô, en compagnie de Laurence THÉATIN.

Laurence THÉATIN

Bonsoir Monsieur le Président.

François HOLLANDE

Bonsoir.

William KROMWEL

Nous allons faire le tour des questions qui attendent l'outre-mer au cours de cette nouvelle année. Nous parlerons développement économique, emploi, jeunesse, formation, sécurité et également de la place des collectivités d'outre-mer dans cette République. Mais avant cela, l'actualité nous oblige à un détour vers La Réunion où le cyclone Dumile vient de passer. La Nouvelle-Calédonie aussi a été elle-même très secouée par un cyclone récemment, de même que Wallis et Futuna. Quest-ce que vous souhaitez dire à ces populations, aux populations de ces régions ?

François HOLLANDE

Des paroles de solidarité, damitié. Je sais ce que ça représente pour un territoire de voir d'un seul coup des bâtiments mis en grave difficulté, des personnes qui sont sans hébergement. À La Réunion, il y a près de quatre-vingt mille personnes qui ont perdu l'usage de l'électricité et on sait combien c'est important, d'autres qui sont sans abri - près de cinq cents - et ce n'est pas encore terminé. Donc je peux leur dire que je pense à tous ceux qui sont aujourd'hui victimes à La Réunion. Je n'oublie pas la Nouvelle-Calédonie. Là, il y a eu un mort et un disparu.

William KROMWEL

Un mort

François HOLLANDE

J'ai en mémoire ce n'est pas si loin ce qui s'est produit à Wallis et Futuna vers les 15 et 16 décembre. Donc des paroles de compassion, de solidarité, mais aussi une promesse d'engagement : la République réparera autant qu'il sera possible des dégâts qui auront été produits par ces cyclones.

Laurence THÉATIN

Monsieur le Président, le début de votre quinquennat a été marqué par des gestes forts en direction des outre-mer : trois ministres originaires de ces régions au gouvernement, une loi adoptée parmi les toutes premières au Parlement, votre voyage à Gorée avec des élus des DOM et puis également un discours à la Journée outre-mer du Congrès des maires. Est-ce pour saluer le plébiscite dont vous avez été l'objet dans ces régions ?

François HOLLANDE

Dabord, c'est pour rappeler que l'outre-mer est dans la République. Et la République doit être également outre-mer. C'est aussi pour répondre à la confiance qui m'a été témoignée vous avez raison de le rappeler puisqu'à l'élection présidentielle mais aussi aux élections législatives qui ont suivi, il y a eu une très forte adhésion aux propositions que j'avais pu présenter et également à ma personne. Donc je fais les choses non pas pour récompenser les électeurs. Ça n'aurait pas grande signification à mes yeux. Je suis le Président de tous les Français, y compris de ceux qui n'ont pas voté pour moi. Mais je sais ce que l'outre-mer attend de ma présidence. C'est la raison pour laquelle j'ai voulu des gestes forts : la présence de trois ministres ultramarins, un ministre de plein exercice, Victorin LUREL, chargé de l'outre-mer, et puis également des nominations dans tous les postes de l'administration de personnalités venant de l'outre-mer. J'ai fait voter au Parlement une loi très importante sur la vie chère. Pourquoi sur la vie chère ? Parce que ça a été le thème de grandes manifestations qui ont eu lieu.

Laurence THÉATIN

On va en parler.

François HOLLANDE

Nous en parlerons. En Guadeloupe, en Martinique.

Laurence THÉATIN

À La Réunion.

François HOLLANDE

À La Réunion, Mayotte, je sais ce qui est attendu. Nous ne ferons pas tout dans les premiers mois. J'ai fait en sorte que nous ayons tous les instruments juridiques nous permettant d'agir. Voilà pourquoi je voulais répondre à cette sollicitation et à cette confiance.

William KROMWEL

Alors, justement, la loi contre la vie chère, cette toute première loi votée dès le tout début de la mandature, c'était pour vous la priorité des priorités, rendre du pouvoir d'achat aux populations d'outre-mer ?

François HOLLANDE

Oui, parce qu'il y avait une injustice : c'était plus cher en outre-mer que dans l'Hexagone et pas toujours pour de bonnes raisons. Par exemple, c'était plus cher pour les carburants alors qu'il y a moins de taxes. C'est toujours plus cher pour les services téléphoniques. C'est plus cher pour les services financiers et il y a des produits alimentaires dont on n'a pas de raison de penser que ce soit plus difficile de les produire en outre-mer que dans l'Hexagone. Donc nous avons mis en place des instruments pour le bouclier prix/qualité, pour la lutte contre les monopoles, pour une forme de jonction qui permettra à l'autorité administrative de faire que la concurrence puisse exister. Et puis je veillerai, avec Victorin LUREL, à ce que ce que nous avons décidé pour les tarifs bancaires et pour la téléphonie puisse se mettre en œuvre. Il ne suffit pas de voter des textes ça, je le sais et notamment pour l'outre-mer. On vote des lois, on applique des décrets et puis on saperçoit que ce n'est pas traduit concrètement. Eh bien je veillerai à ce que tout ce qui a été engagé puisse être appliqué.

Laurence THÉATIN

Justement, Monsieur le Président, deux de vos engagements ont été pris en compte dans la loi contre la vie chère, vous venez de le dire : légalité sur les tarifs bancaires et d'aider les communications. Mais à quand légalité sur les prix des billets d'avion ?

François HOLLANDE

Oui.

Laurence THÉATIN

C'est très attendu outre-mer !

François HOLLANDE

Je le sais, c'est très attendu du côté des ultramarins qui vivent sur nos territoires mais également très attendu par les ultramarins qui vivent, j'allais dire, dans le cinquième département d'outre-mer, la région Île-de-France.

William KROMWEL

Sixième.

Laurence THÉATIN

Sixième.

François HOLLANDE

Ou le sixième. Et donc je sais ce que ça représente. Et j'ai fait introduire un principe : la transparence des prix et donc des marges pour les compagnies aériennes. Nous mettrons autant de concurrence qu'il sera nécessaire pour que nous ayons toutes les conséquences de prix qui puissent être répercutées à la baisse pour le consommateur. Ça prendra du temps mais là encore, ça fait partie de mes engagements, je le tiendrai.

William KROMWEL

Lors de vos vœux, justement, vous avez répété votre engagement à faire inverser la courbe du chômage d'ici la fin de l'année. Seulement, outre-mer, les taux de chômage sont deux à trois fois supérieurs. Est-ce que vous allez vous impliquer deux à trois fois plus pour l'outre-mer, pour faire baisser le chômage outre-mer ?

François HOLLANDE

Moi, je sais ce que représente le chômage outre-mer. J'y suis allé tant de fois. Quand le chômage dépasse 25-30 % sur un territoire, plus de 50 % pour les moins de vingt-cinq ans, c'est un risque sérieux pour la cohésion sociale. Et donc nous devons faire plus pour l'outre-mer. Non pas parce que nous aurions quelque générosité. Je n'ai pas cette volonté de donner ce que nous n'avons d'ailleurs pas. Mais parce que c'est un devoir que nous avons vis-à-vis de l'outre-mer. Alors je vais prendre des exemples. Les emplois d'avenir, les emplois pour les jeunes qui sont les plus éloignés du marché du travail, nous avons fait en sorte qu'il y en ait neuf mille qui soient dorénavant prévus pour l'outre-mer. Je ferai en sorte que les contrats de génération s'appliquent également outre-mer pour que les jeunes puissent être accompagnés d'un tuteur senior dans l'entreprise. Et puis pour les emplois aidés qui étaient forcément attendus en plus grand nombre, nous avons fait en sorte qu'il y ait un contingent plus élevé parce que je ne peux pas accepter qu'une partie de la population soit dans le désuvrement. Et sur l'emploi, il n'y a pas que les mesures de traitement social, il y a aussi nous allons en parler, j'imagine tout ce qui doit être fait pour l'investissement économique outre-mer, pour le développement.

Laurence THÉATIN

On en parlera tout à l'heure mais, Monsieur le Président, il y a quand même urgence. Victorin LUREL parlait, avant d'être ministre des outre-mer, de bombe à retardement quand il évoquait le chômage des jeunes. Saint-Pierre-et-Miquelon se vide de sa jeunesse. Ne faut-il pas des dispositifs spécifiques pour l'outre-mer ?

François HOLLANDE

Oui, il y en a déjà qui existent, le service militaire adapté, par exemple. Il y en a d'autres que nous pouvons mettre en place, le service civique. Mais moi, je suis tout à fait prêt à ce que nous regardions, pour les jeunes outre-mer, d'autres procédures parce que Victorin LUREL a raison. Quand, dans un même département, il y a plus de 50 % des jeunes de moins de vingt-cinq ans qui sont au chômage et qui le sont parfois depuis des mois, qui vivent chez leurs parents, qui ne peuvent pas avoir l'autonomie, on peut imaginer ce que ça peut avoir comme conséquences sur le trafic, sur la petite délinquance, sur même les départs. Je ne souhaite pas que les ultramarins cherchent, y compris dans l'Hexagone, ce qu'ils d'ailleurs ne trouvent pas nécessairement, c'est-à-dire un emploi. Donc nous devons faire en sorte que l'emploi soit d'abord réservé aux populations locales. J'ai d'ailleurs confié ce sera connu dans quelques jours mais enfin je viens de vous le dire à Patrick LEBRETON qui est député de La Réunion un travail spécifique pour que les emplois qui sont créés outre-mer parce qu'il y en a puissent être prioritairement réservés à des jeunes ultramarins.

Laurence THÉATIN

Alors, pour créer de l'emploi, il faut développer l'activité économique. Le Conseil constitutionnel vient de mettre à mal la défiscalisation des piliers du développement économique pour le moment. Les entrepreneurs sont inquiets, vous le comprendrez. Avez-vous un plan B ?

François HOLLANDE

François HOLLANDE

D'abord, j'ai regretté qu'il y ait eu ce recours devant le Conseil constitutionnel concernant ce qu'on appelle la défiscalisation outre-mer parce que j'avais dit et le Premier ministre avait relayé cette parole que c'était transitoire, c'était pour trouver un autre dispositif qui puisse être plus efficace encore. Mais nous avons besoin de cette défiscalisation à ce niveau-là en 2013 compte tenu de la situation économique. Alors, devant vous, je prends un engagement : la défiscalisation est maintenue mais avec un plafond plus bas que nous l'avions espéré (dix-huit mille euros pour ceux qui en seront éventuellement les bénéficiaires). Mais ce qui ne pourra pas être dépensé sous cette forme, c'est-à-dire d'une défiscalisation, nous allons récupérer cet argent et le mettre au service de l'outre-mer. Et donc avec le ministre de l'Outre-Mer, le ministre de l'Économie et des Finances, nous redéployerons ce que nous n'avons pas pu verser ou nous ne pouvons pas verser sous forme de défiscalisation en actions de subvention directe pour l'outre-mer. Rien ne sera perdu ! Aucun euro ne sera gagné par l'État ou par le Trésor pour tenir compte de la décision du Conseil constitutionnel.

Laurence THÉATIN

Outre la défiscalisation, y a-t-il d'autres leviers pour le développement de l'économie ?

François HOLLANDE

Oui, il y a tout ce que nous pouvons faire en termes d'équipement. Vous savez qu'il y a un plan d'équipement région par région qui a été engagé et j'ai veillé à ce que les crédits soient rapidement dépensés. Et puis je me bats au niveau européen. Ce n'est pas forcément très connu par les ultramarins mais il y a des crédits très importants qui sont en jeu dans la négociation sur ce qu'on appelle le cadre financier européen, le budget européen. Et je veux absolument qu'on maintienne à niveau les crédits européens pour ce qu'on appelle les régions ultrapériphériques. Et j'ai même obtenu ça, c'est acquis que pour Mayotte, ce soit élargi. Mayotte n'était pas comprise dans les régions ultrapériphériques, ce sera fait. Donc ce sera aussi un moyen d'activer le développement. Il y a également, pour les petites et moyennes entreprises, des exonérations de cotisations sociales. Nous les avons maintenues parce que c'est nécessaire.

Laurence THÉATIN

Pour le logement social ?

François HOLLANDE

Pour le logement social, vous savez qu'il y a des besoins considérables.

William KROMWEL

Énormes.

François HOLLANDE

Nos compatriotes qui nous regardent outre-mer attendent pour beaucoup ou un logement plus digne ou un logement social. Soixante-dix mille demandes de logements ne sont pas satisfaites. Donc la ligne budgétaire pour le logement social sera confortée, voire même augmentée, en 2013 et la défiscalisation restera affectée, justement, au logement social.

Laurence THÉATIN

Donc la ligne budgétaire donc des crédits directs.

François HOLLANDE

Des crédits directs

Laurence THÉATIN

Oui, pour la construction

François HOLLANDE

Parce que, justement, ce que nous ne pourrions pas forcément donner par la défiscalisation compte tenu de la décision du Conseil constitutionnel, nous le passerons par la ligne budgétaire. Moi, je veux qu'il y ait plus de logements. Pourquoi plus de logements ? Pour que les jeunes notamment - puissent trouver leur autonomie, mais également parce que ça crée de l'activité économique. Le bâtiment peut ainsi avoir une stimulation plus importante qu'aujourd'hui.

Laurence THÉATIN

Secteur encore important dans l'économie outre-mer, l'agriculture. Est-ce que les cultures traditionnelles de la canne et de la banane très subventionnées ont encore un avenir outre-mer ?

trafic de la canne et de la banane des collectivités ont encore en avenir. C'est moi.

François HOLLANDE

Oui, et ça fait partie d'abord de l'image, de l'identité de l'outre-mer, de son histoire douloureuse parfois, de son histoire. Donc je veille, au plan européen, à ce que la banane et la canne puissent être toujours subventionnées. Ce sera le cas d'ailleurs en 2013. Le ministre de l'Agriculture a obtenu un succès dans cette négociation. Et puis je considère aussi que la biodiversité est un atout considérable pour l'outre-mer. Vous savez que j'ai annoncé la création d'une Agence Nationale pour la biodiversité et un projet de loi va être présenté et l'outre-mer aura à espérer beaucoup de cette agence et de tout ce que nous pouvons tirer comme avantages de la biodiversité.

William KROMWEL

Des retombées directes vont arriver dans ces collectivités à partir de cette biodiversité ?

François HOLLANDE

Oui.

William KROMWEL

Parce que jusqu'à présent, elles ont un peu l'impression de ne pas en tirer autant de profits qu'elles pourraient.

François HOLLANDE

Vous avez raison, c'est souvent une incantation. On dit : c'est formidable l'outre-mer ! La biodiversité, des ressources maritimes. Nous devons valoriser ce patrimoine tout en étant extrêmement attentifs à la protection de l'environnement. Donc il y a une culture qui peut être tirée de la biodiversité. Il y a effectivement des produits qui peuvent être commercialisés mais nous devons garder nos équilibres. C'est aussi très important.

Laurence THÉATIN

Monsieur le Président, un sentiment d'insécurité s'exprime de plus en plus fortement outre-mer. On le voit dans nos reportages. Les élus, comme en Nouvelle-Calédonie, par exemple, demandent plus de moyens. Comment répondez-vous à cette inquiétude ?

François HOLLANDE

Les taux de délinquance en outre-mer sont plus élevés que dans l'Hexagone. Beaucoup plus élevés ! Vous avez cité la Nouvelle-Calédonie, vous auriez pu dire la Guyane ou la Guadeloupe

Laurence THÉATIN

La Martinique

François HOLLANDE

La Martinique et je n'oublie pas Saint-Martin qui a, hélas, le record. Il y a des raisons qui tiennent à un désuvrement de la population, également à des populations étrangères qui viennent sur ces territoires et sont sans ressources et créent de la délinquance. Donc j'ai voulu qu'il y ait des zones de sécurité prioritaires qui soient d'ores et déjà créées outre-mer. Il y en a quatre déjà - deux en Guyane et deux aux Antilles - et nous ferons en sorte qu'il puisse y en avoir davantage parce que, pour la population qui souffre déjà d'avoir en plus de la délinquance, en plus des atteintes aux personnes et aux biens. C'est inadmissible ! Et donc tous les moyens seront mis en œuvre et notamment des moyens policiers et les moyens de gendarmerie.

William KROMWEL

Alors, en Guyane, une partie de cette délinquance est liée aux conséquences de l'orpaillage clandestin. Est-ce que c'est une question que vous avez évoquée avec la Présidente du Brésil lors de sa visite à Paris ?

François HOLLANDE

Oui. Vous savez que nous avons eu deux militaires qui ont été lâchement assassinés. Il y a un trafic qui est depuis trop longtemps toléré et qui a créé des situations épouvantables. Nous mettrons tous les moyens pour lutter contre cette pratique, ces trafics, cette criminalité là, il ne s'agit plus de délinquance, c'est de la criminalité. Je m'en suis entretenu avec la Présidente du Brésil, Dilma ROUSSEFF, je lui ai dit, nous sommes concernés - et vous et nous. Parce que ces trafiquants, ils viennent d'où ? Souvent du Brésil, du Surinam.

William KROMWEL

Nous, on avait les opérations « Harpie » de notre côté et le Brésil jusque-là a l'air de ne rien faire.

François HOLLANDE

Elle m'a assuré mais on se reverra avec la Présidente du Brésil elle m'a assuré qu'il y aurait des moyens importants. Je remarque d'ailleurs que les responsables présumés des assassinats de militaires ont été appréhendés au Brésil et donc on voit bien qu'il y a une coopération qui se fait mais puisque vous me parlez du Brésil, il y a aussi un pont qui convient d'être inauguré

William KROMWEL

Oui !

François HOLLANDE

parce que ça fait des mois que ce pont est là, il n'est toujours pas inauguré alors que vous savez, le Brésil et la France ont une frontière commune grâce à la Guyane

William KROMWEL

La plus longue !

François HOLLANDE

La plus longue ! C'est notre plus grand voisin finalement, le Brésil et donc avec madame Dilma ROUSSEFF, nous avons convenu d'inaugurer ce pont mais je lui ai dit : si nous voulons inaugurer ce pont

Laurence THÉATIN

Quand, quand monsieur le Président ?

François HOLLANDE

Peut-être en 2013. Si nous voulons inaugurer ce pont, faut-il encore qu'il y ait du côté du Brésil une route

William KROMWEL

Et les accès !

François HOLLANDE

et les accès, des bâtiments pour les douanes et donc notre coopération va s'intensifier.

William KROMWEL

Est-ce que la coopération avec les Comores à partir de Mayotte va s'intensifier aussi, se normaliser si on peut dire ?

François HOLLANDE

Oui parce que c'est un drame qui se produit. Il y a chaque jour des accidents, des populations qui veulent venir des Comores, d'Anjouan vers Mayotte et créent, à Mayotte, une situation inextricable. Vous savez qu'il y a eu plusieurs déplacements. Il y a eu monsieur BAUDIS qui est allé à Mayotte, il est allé aussi aux Comores et à la suite de son rapport, j'ai décidé que nous aurions une coopération beaucoup plus intense notamment sur le plan médical avec les Comores pour éviter qu'il y ait des déplacements de population uniquement fondés sur cet objectif : se faire soigner. Et puis, il y a la question des mineurs isolés, de ces femmes qui viennent « déposer », il n'y a pas d'autre mot, leurs enfants en espérant que devenant Français, ils pourront être mieux éduqués ou mieux soignés. On ne peut pas accepter ces situations. Donc monsieur CHRISTNACHT, là encore, a fait des propositions et elles seront suivies d'effets. J'ai beaucoup d'attention sur Mayotte. Je suis allé à Mayotte et j'ai vu exactement ce que ça pouvait créer, ces enfants qui sont sur ces décharges et vivent sans le moindre encadrement. Comment on peut tolérer ça ? Donc il y a aussi une situation de migration qui doit être maîtrisée, elle l'est mais nous avons à renforcer encore les moyens et là aussi, il y aura des propositions qui seront traduites en actes notamment pour le centre de rétention.

Laurence THÉATIN

Au chapitre institutionnel, les élus de la Guadeloupe vous demandent d'interroger la population sur le rapprochement de la région et du département et quelle sera votre réponse ?

François HOLLANDE

La même que celle que j'ai donnée pour tous les territoires : dès lors qu'une demande est faite, alors par toutes les Assemblées délibératives

Laurence THÉATIN

Le Congrès s'est réuni

François HOLLANDE

dès lors quelle est confirmée par le Conseil général, le Conseil régional, cette demande sera acceptée.

Laurence THÉATIN

C'est la résolution numéro 3 du Congrès qui s'était réuni

François HOLLANDE

Oui, oui alors faut-il encore quelle soit précisée dans son objet, quelle soit confirmée par les Assemblées mais si tel est le cas, ma position est toujours la même, je l'avais exprimée lorsque j'étais candidat, je la réaffirme aujourd'hui comme Président de la République avec encore plus de force : quand il y a toutes les procédures qui conduisent à consulter un territoire sur son avenir institutionnel dans la République

Laurence THÉATIN

Oui !

François HOLLANDE

convenons d'abord

Laurence THÉATIN

Dans le cadre de l'article 73

François HOLLANDE

de l'article 73, dans la République, la population est consultée et bien sûr, quand elle a décidé, elle impose, cette décision, à tous.

William KROMWEL

A propos de dévolution institutionnelle exemplaire, il y a vingt-cinq ans, on signait les « accords Matignon ». La Nouvelle-Calédonie entre dans une phase décisive de son évolution statutaire. Devant les partenaires calédoniens, ici même, vous avez évoqué un Etat partenaire actif et neutre. Comment cela va-t-il se manifester ?

François HOLLANDE

Oui, vous vous rappelez que j'ai reçu tous les élus, donc tous ceux qui sont concernés. J'ai eu cette formule : un Etat partenaire, pas un Etat partial. Donc l'Etat appliquera ce qui est prévu par les accords de Nouméa et les accords dits de Matignon. Donc nous serons dans cette seule logique en faisant en sorte que par le dialogue nous trouvions la meilleure réponse.

Laurence THÉATIN

Oscar TEMARU a une nouvelle fois demandé que la Polynésie soit inscrite sur la liste des pays à décoloniser de l'ONU, est-ce que l'Etat et le peuple polynésien n'ont pas leur mot à dire eux aussi ?

François HOLLANDE

Nous n'en sommes pas là, il n'y a pas une demande qui m'a été adressée, moi j'ai comme position de principe que la Polynésie est dans la République. Il y aura des élections bientôt en Polynésie pour renouveler l'Assemblée et ensuite je verrai si une demande m'est adressée. Mais je crois que d'abord le premier devoir que j'ai vis-à-vis de la Polynésie c'est de lui apporter les moyens budgétaires indispensables. Et d'ailleurs la première question que m'a posé monsieur TEMARU, que je connais bien, c'est « comment vous pouvez-vous la République française nous aider sur le plan budgétaire compte tenu de la dégradation de la situation et du développement ? »

Laurence THÉATIN

Il y a une très grande crise financière et économique.

François HOLLANDE

Je m'occupe d'abord de redresser la situation financière de la Polynésie et c'est bien le message de la République. Et quand la République est présente pourquoi s'en séparer ?

William KROMWEL

Une République présente plus vite, c'est ce que souhaiterait a priori Mayotte, département depuis deux ans, avec une égalité sociale programmée pour seulement dans 25 ans, la population donne l'impression de ne pas vouloir attendre aussi longtemps, est-ce qu'on peut accélérer ce calendrier ?

François HOLLANDE

25 ans c'était le délai qu'avait donné mon prédécesseur pour l'harmonisation. Moi je ne suis pas

25 ans c'est le délai qu'avait donné mon prédécesseur pour l'immémorial. Mais je ne suis pas élu pour 25 ans, ce n'est pas prévu, donc je vais faire en sorte que sur les cinq ans, la durée de mon mandat, nous puissions accélérer le rythme. Ça a d'ailleurs été fait puisqu'il y a eu une augmentation de 50% du RSA, il y aura une augmentation encore de 50% au 1er janvier 2014, il y a eu aussi pour l'allocation de rentrée scolaire un certain rattrapage et donc je veille à ce que nous puissions dans le temps qui est celui du quinquennat avoir une évolution positive pour Mayotte. On ne peut pas avoir souhaité la départementalisation, elle a été tellement demandée, et à ce moment-là prendre autant de temps pour avoir la légalité.

William KROMWEL

Monsieur le Président, « les outre-mer ne sont pas les invités de la République, ils font la République », c'est ce que vous avez déclaré devant le congrès des maires d'outre-mer à Paris au mois de novembre. Pour les Ultramarins c'est une évidence mais pour l'Hexagone ça ne l'est pas pour tout le monde, comment comptez-vous améliorer ou corriger l'image de l'outre-mer en métropole ?

François HOLLANDE

Il faut que les Français de métropole comprennent bien la contribution de l'outre-mer au rayonnement de notre pays. L'outre-mer nous permet d'être présents sur tous les continents, d'avoir une qualité de produits, des talents innombrables et puis une richesse que nous pouvons partager. Nous avons grâce à l'outre-mer accès aussi à un domaine maritime considérable.

William KROMWEL

Le deuxième mondial.

François HOLLANDE

Le deuxième mondial et peut-être demain avec des ressources énergétiques dont nous ne pouvons pas soupçonner l'importance. Et puis il y a les hommes et les femmes qui font l'outre-mer et que nous saluons comme créateurs d'entreprises, comme artistes, comme sportifs, et je sais aussi ce que les Ultramarins font pour la défense de la République. Hélas, certains ont payé de leur vie leur engagement sous notre drapeau en Afghanistan. Il y a aussi des Ultramarins qui sont retenus comme otages et je pense notamment à Thierry DOL qui était et qui est encore un salarié, qui a été enlevé et qui est aujourd'hui détenu depuis près de deux, trois ans au Mali, donc j'ai une pensée pour sa famille. Un autre marié ou en compagnonnage avec une Réunionnaise

William KROMWEL

Francis COLLOMP

François HOLLANDE

Monsieur COLLOMP, donc nous avons beaucoup aussi de solidarité à avoir avec l'outre-mer dès lors que l'outre-mer est chaque fois présente lorsqu'il s'agit de promouvoir les valeurs de la République et souvent les plus attachés à l'idée même de la République ils sont en outre-mer.

William KROMWEL

Merci Monsieur le Président, nous arrivons au terme de cet entretien. Où irez-vous outre-mer cette année ?

François HOLLANDE

J'ai pris une décision qui est d'aller en Guyane, pourquoi en Guyane ? D'abord parce que vous avez évoqué les questions de la liaison avec le Brésil, parce que c'est un département où il y a des potentiels économiques considérables mais aussi des difficultés sociales très importantes, le taux de chômage y est supérieur à 50%. J'étais allé pendant la campagne présidentielle, j'avais dit que j'y reviendrais, il faut bien commencer par un département, ce sera la Guyane.

Laurence THÉATIN

Merci Monsieur le Président...

François HOLLANDE

Merci à vous.

Laurence THÉATIN

d'avoir répondu à nos questions.

François HOLLANDE

Merci pour votre invitation et permettez-moi d'utiliser l'opportunité d'être sur votre antenne qui, je

sais, est beaucoup regardée par nos compatriotes d'outre-mer pour leur adresser tous mes vœux pour la nouvelle année et la confiance que je porte à ces territoires et à ces populations.

Laurence THÉATIN

Merci Monsieur le Président, merci William KROMWEL, excellente soirée à tous et à toutes.

François HOLLANDE

Merci.